

Pour un Institut National de la Recherche Agronomique pérenne, 100 % public, responsable, et au service de tous les citoyens

Nous sommes candidats aux élections au Conseil Scientifique pour y promouvoir une vision collective des objectifs et du fonctionnement scientifique de la recherche agronomique et y défendre sa vocation de service public. Face à l'éclatement des lieux de programmation et des sources de financement, face aux pressions des groupes privés, l'INRA doit retrouver la pleine maîtrise de sa stratégie. Cela nécessite de prendre en compte conjointement les dimensions intellectuelles, matérielles et institutionnelles de nos pratiques de recherche. C'est pourquoi, nous portons les idées exprimées dans cette profession de foi, soutenues par la CGT-INRA.

Face à la déstructuration...

Organisme finalisé, l'INRA doit à la fois garantir une liberté de recherche permettant des avancées théoriques originales et produire des connaissances pertinentes pour répondre aux attentes de la société quant à l'avenir de l'agriculture, de l'alimentation, du monde rural, de l'environnement... Faute de stratégie scientifique concertée, cette tension est source de dérives et d'incohérences toujours plus nombreuses. Alors que le financement sur contrats oriente de plus en plus notre travail, la finalisation de nos recherches ne doit pas servir de prétexte à une série de déviations dangereuses. D'où les **questions** suivantes portant sur l'avenir de l'Institut :

- *Quels rôles d'orientation et de coordination auront les directions scientifiques et les départements vis-à-vis d'unités ou d'équipes lauréates de projets de court terme validés par l'ANR, la Commission européenne, les Régions ou les industriels via les pôles de compétitivité, qui leur attribueront une large partie de leurs moyens (personnels, équipements, fonctionnement) ?*
- *Les pôles géographiques ne sont-ils pas les prémices d'un INRA réduit à un conglomérat de structures autonomes réunies par des liens administratifs et comptables, et mises en compétition lors d'appels d'offre d'Agences, sans objectif scientifique à long terme et sans aucun contrôle citoyen ?*
- *Devant la multiplicité et la flexibilité de tous ces financements, comment maintenir à terme une recherche inventive et « précurseur » ?*
- *Les financements à court terme ne conduiront-ils pas à proposer comme outils d'aide à la décision des modèles insuffisamment validés au détriment d'analyses mieux étayées ?*
- *Quelles stratégies peuvent émerger de départements et d'unités remis en question tous les quatre ans dans leurs missions et leurs périmètres ?*
- *Le risque d'abandon de pans entiers de recherches ne s'accroît-il pas avec la réforme budgétaire et comptable ignorant les contraintes de fonctionnement de la recherche pour en contrôler le déroulement quotidien et la « rentabilité » à terme ?*
- *Le rôle croissant des industriels dans l'évaluation ne conduit-il pas à l'émergence d'instrumentalisation et de conformisme contraires aux besoins de renouvellement des théories scientifiques ?*
- *Dans ces conditions, comment construire une alternative à la marchandisation globale des connaissances, et garantir qu'elles restent accessibles à tous, y compris aux pays du Sud ?*
- *L'explosion de la précarité par le recours croissant à des personnels sous contrat à durée limitée n'est-elle pas un élément de fragilisation de notre dispositif, de dégradation de nos compétences et de perte d'attractivité des métiers de la recherche pour les jeunes ?*
- *Comment intégrer à l'élaboration des orientations scientifiques les idées des personnels concernés de tous niveaux ? et tenir compte de demandes sociales exprimant des intérêts contradictoires ?*

... Nécessité d'une vision alternative

Le Conseil Scientifique a montré par le passé qu'il pouvait être l'instance où s'instruisent ces questions. L'ampleur des recompositions en cours le rend encore plus nécessaire. Le Conseil, lieu de rencontre de l'ensemble des savoirs concernant l'agriculture et son "environnement", est le seul organe pertinent pour **proposer dans le champ des sciences une vision différente, non soumise à des impératifs politiques et économiques à court terme**. Ce rôle sera d'autant mieux joué qu'à côté de la Direction et des membres extérieurs (issus du privé, d'autres organismes et des ministères de tutelle), **les élus représentant les assistant-ingénieurs, les ingénieurs et les chercheurs de l'Institut seront réellement indépendants de toute contingence hiérarchique**.

Voter pour les candidats qui défendent cette profession de foi, c'est justement assurer cette condition et renforcer la fonction d'analyse et de propositions critiques que le Conseil Scientifique doit avoir.